



Liminaire Conseil Départemental à L'Action Sociale du 4 mai 2018.

Monsieur le Président,

Nous sommes réunis pour le second CDAS de l'année 2018. Ce début d'année démarre sous de bien mauvaises augures pour les services publics et les personnels qui les font vivre.

Au prétexte de la sacro-sainte réduction des dépenses publiques, le gouvernement a lancé dès septembre 2017 son plan d'attaque global contre la fonction publique. Le premier round a consisté à mettre en place le programme Action publique 2022.

Ce programme vise à détruire en grande partie le service public, en transférant des missions au secteur privé (un phénomène déjà à l'œuvre à la DGFIP) et en abandonnant purement et simplement d'autres. Pour y parvenir, le gouvernement utilise les vieilles recettes: mise en place d'une commission (CAP 22) rassemblant des pseudos experts acquis au démantèlement de la Fonction Publique.

Le deuxième round de ce plan global a fait l'objet d'une communication spécifique le 1er février 2018 avec l'annonce au 1er comité interministériel de la transformation publique, d'un plan en quatre chantiers qui constituent autant d'attaques globales contre le statut de la fonction publique: développement du recrutement de contractuels en lieu et place des agent.e.s fonctionnaires, amplification de la rémunération au mérite, mobilité forcée dans les trois versants de la fonction publique ou le privé avec plan de départ volontaire, sans oublier la disparition d'instances du dialogue social sur le modèle de la Loi travail .

Et dans ce contexte, la DGFIP est loin d'être épargnée et le sera encore moins dans les mois qui viennent. D'ailleurs le Directeur général lui-même a été, clair, en ce qui concerne le volume des suppressions d'emplois pour les quatre prochaines années. La fuite en avant du comblement de ces suppressions d'emplois, entamée depuis longtemps, à grands coups de simplifications, de restructurations incessantes et de dématérialisation, se poursuit. Aux privatisations viennent désormais s'ajouter toute une série de mesures qui accélère la dégradation de nos conditions de travail.

Pour Solidaires Finances Publiques, cette situation n'est en rien inéluctable. Nos revendications et notre engagement restent plus que jamais légitimes. Défendre nos missions, toutes nos missions ; c'est défendre le service public.

Pour Solidaires Finances Publiques, la fonction publique et les services publics constituent un atout et une richesse pour notre pays et ne doivent en aucun cas être regardés comme un simple coût ou une vulgaire charge. La fonction publique et les services publics sont garants de l'intérêt général, de l'égalité de traitement des usager.e.s et enfin de la justice sociale. C'est ce projet que nous défendons en tant que fonctionnaires mais aussi en tant qu'usagers. C'est pour cela que nous mettrons toute notre énergie pour convaincre les agents à être massivement dans l'action.

L'heure est venue de réaliser le bilan de l'activité de l'ensemble de la Délégation à l'Action Sociale.

L'équipe de la Délégation est au complet. Solidaires Finances ne peut que s'en féliciter. On ne peut toutefois pas oublier les suppressions d'emplois en son sein des années passées.

Solidaires Finances remercie l'ensemble de la délégation pour le travail accompli au cours de l'année 2017 malgré un contexte budgétaire très contraint et un nombre d'agents en difficulté de plus en plus important.

Solidaires Finances rappelle que la place et le rôle de l'action sociale au sein des administrations de « Bercy » résultent d'une construction historique ancienne, fruit des rapports de force et de l'action syndicale, pour répondre aux besoins des agents de nos ministères, actifs ou pensionnés et de leur famille.